



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N°26– Du 21 juillet au 27 juillet 2023

En bref

Afghanistan : La Banque centrale afghane sous l'exercice d'un audit financé par l'USAID. L'agriculture, en première ligne des aléas climatiques.

Bangladesh : Les réserves de change peinent à se reconstituer au Bangladesh. L'agence S&P ramène de stable à négative la perspective de la dette bangladaise. Vers le renforcement des liens économiques entre le Bangladesh et le Japon.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Création d'emplois formels en baisse. Révision à la hausse des prévisions de croissance de l'Inde à 6,1 % par le FMI. *Politique commerciale* : L'Inde dépend à 88,3% des importations de pétrole brut. Tesla prévoit d'installer des usines en Inde. *Politique monétaire* : Lutte contre l'inflation : l'Inde envisage l'interdiction d'exportations de riz.

Népal : La Banque centrale annonce l'orientation de la politique monétaire pour le nouvel exercice budgétaire 2023/24. Dette publique népalaise.

Pakistan : Les réserves de change brutes de la Banque centrale (State Bank of Pakistan - SBP) atteignent 8,73 Mds USD (contre 3,5 Mds il y a un mois). D'ici au 31 juillet 2023, les réserves de la SBP reviendront à 8,2 Mds USD (en recul de 570 MUSD) du fait des remboursements de dettes. La SBP inflige des amendes à six établissements bancaires pakistanais, dont l'une porte sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le ministère de la Planification crée un « laboratoire d'innovation de la gouvernance » qui vise à garantir notamment une plus grande transparence dans l'utilisation des fonds publics. Mme Horst, la sous-secrétaire d'Etat américaine chargée de l'Asie du Sud fait un point sur les relations économique américano-pakistanaïses. Conférence organisée par le ministère de la Planification à l'occasion du dixième anniversaire du CPEC (Corridor économique Chine-Pakistan). La facilité pétrolière saoudienne de 1,2 Mds USD a été quasiment consommée au cours de l'année fiscale 2022/2023. Approvisionnement en GNL : Accord-cadre avec l'Azerbaïdjan. Difficultés avec la Russie concernant l'achat du pétrole brut Ural. La Pakistan International Airlines (PIA) entre Charybde et Scylla.

Sri Lanka : Nouvelles lois sur la Banque centrale et l'anti-corruption. Visite officielle du Président Ranil Wickremesinghe en Inde. Investissements dans le secteur de l'énergie électrique.

Afghanistan

La Banque centrale afghane sous l'exercice d'un audit financé par l'USAID

Selon un rapport publié en avril par l'inspecteur général spécial des Etats-Unis pour la reconstruction de l'Afghanistan, John F. Sopko, la Banque centrale afghane, Da Afghanistan Bank (DAB), a été soumise en mars dernier à un audit financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), mené par un auditeur externe, dont les résultats détaillés n'ont pas été rendus publics à ce jour. Qualifiant l'audit d'évaluation préliminaire, le représentant du Trésor américain a suggéré que des efforts d'évaluation plus complets pourraient être nécessaires. Les réformes structurelles de la Banque, prônées par le Trésor américain, notamment en matière de contrôle contre le blanchiment d'argent, de renfort de ses capacités de lutte contre le financement du terrorisme de la Banque ainsi qu'une totale indépendance politique, ne sont pas à ce jour mises en œuvre, et ne permettraient donc pas la restitution des quelques 3,5 Mds USD d'actifs gelés placés au sein du fonds fiduciaire suisse « The Afghan Trust Fund ». Ce fonds a été créé l'année dernière avec la moitié des 7 Mds USD d'actifs gelés de la Banque centrale à la Réserve fédérale de New York en août 2021, après la prise de contrôle du pays par les Talibans, avec l'objectif initial de stabiliser l'économie afghane et d'injecter l'aide humanitaire d'urgence à la population. Toutefois, Shah Mohammed Mehrabi, ancien membre du Conseil suprême de la DAB a récemment spécifié que ces fonds serviraient davantage à recapitaliser la Banque centrale qu'à des fins humanitaires.

Par ailleurs, le reliquat des actifs gelés, soit 3,5 Mds USD, demeure toujours bloqué par la justice américaine, et pourrait servir de compensation pour les familles des victimes du 11 septembre, dans le procès en cours contre le régime Taliban. Toutefois, un juge américain a rendu une décision en défaveur des familles, ce qui a déclenché une procédure d'appel.

L'agriculture, en première ligne des aléas climatiques

Les répercussions négatives de la sécheresse actuelle, conjuguées à la dureté de l'hiver dernier, sur les fermiers afghans sont considérables. L'organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dont les besoins financiers en matière d'aide humanitaire en Afghanistan s'élèvent à 252,4 MUSD en 2023, a signalé que 80% des ménages dépendaient de l'agriculture pour leurs revenus et leur alimentation quotidienne. En 2022, la FAO a déclaré dans un rapport que « chaque dollar dépensé en vue de préserver l'agriculture vivrière a permis d'économiser environ sept dollars en aide humanitaire supplémentaire, a généré des revenus supplémentaires pour les familles afghanes et fourni de la nourriture sur les marchés locaux ». En juin dernier, selon un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations-unies, le nombre estimé de personnes ayant besoin d'aide humanitaire en Afghanistan est passé de 28,3 millions début 2023 à 28,8 millions désormais.

Bangladesh

Les réserves de change peinent à se reconstituer au Bangladesh

Les réserves de change du Bangladesh continuent de s'amenuiser, conformément à la définition du manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international (FMI). En effet, en ligne avec les prérequis du programme du Fonds, la Banque centrale, Bangladesh Bank, a commencé à comptabiliser et à publier les réserves internationales brutes, qui comprennent l'or, les espèces, les droits de tirages spéciaux (DTS), les obligations et les bons du Trésor, conformément au manuel du FMI. Le 12 juillet dernier, le montant s'élevait à 23,6 Mds USD pour retomber une semaine après à 23,4 Mds USD. Le montant des réserves s'établit en conséquent en dessous du montant « plancher » de 24,46 Mds USD à atteindre d'ici juin selon les conditions du programme. D'ici le 30 septembre, le gouvernement en ligne avec les objectifs établis au sein du programme vise un montant de

réserve de change de l'ordre de 25,3 Mds USD et de 26,8 Mds USD d'ici à la fin de l'année 2023.

Pour rappel, les réserves de change du pays sont sous pression depuis plusieurs mois en raison d'un ralentissement des entrées de devises étrangères, de la dégradation de la balance commerciale et de la dépréciation du Taka face au dollar. En outre, l'inflation, au cours de l'année budgétaire 2022/23 s'est établie à 9%.

L'agence S&P ramène de stable à négative la perspective de la dette bangladaise

Standard and Poor's (S&P) a révisé en baisse sa perspective de notation à long terme pour le Bangladesh, en la ramenant de « stable » à « négative », citant les risques liés à la dégradation des réserves et ceux liés à la politique intérieure actuelle, à l'approche des élections, et ce, malgré le programme en cours du FMI. Cette perspective négative reflète le risque que la situation de liquidité externe du pays se détériore davantage au cours des douze prochains mois, entraînant un abaissement de la notation souveraine. Toutefois, l'agence de notation a maintenu la notation souveraine du pays à 'BB-' pour le long terme et 'B' pour le court terme.

La dégradation des perspectives S&P survient après la revue à la baisse en mai dernier de la notation du pays de l'agence de notation Moody's, de Ba3 à B1, qui avait tout de même maintenu ses perspectives « stables ».

Pour rappel, en janvier 2023, le Bangladesh a convenu d'une facilité élargie de crédit de 42 mois, d'un montant de 4,7 Mds USD, avec le Fonds monétaire international (FMI), visant à mettre l'accent sur les réformes permettant la reconstitution des réserves de change et le renforcement de la gestion des finances publiques du Bangladesh.

Vers le renforcement des liens économiques entre le Bangladesh et le Japon

Les deux pays visent la signature d'un accord de partenariat économique (APE) d'ici la fin de l'année 2025, à l'occasion de la graduation du Bangladesh de son statut de Pays les moins avancés (PMA). En lien avec sa sortie du statut de PMA à horizon 2026, permettant de bénéficier

de préférences commerciales, le Bangladesh tente d'accélérer la signature d'accords commerciaux avec ses principaux partenaires afin de conserver les avantages à l'exportation en franchise de droits. En outre, la montée de la classe moyenne, l'accès à un vaste marché et une main d'œuvre bon marché pour les investissements japonais font du Bangladesh un pays d'intervention stratégique pour le Japon, déterminé à resserrer ses liens économiques avec le Bangladesh, en vue d'un accroissement des IDE. En effet, le Japon est actuellement la 12ème source d'investissement direct étranger du Bangladesh, avec un stock cumulé de 458 MUSD d'investissement en 2021/22.

Le ministre des Finances japonais, Yasutoshi Nishimura, a déclaré que les relations économiques entre le Bangladesh et le Japon reposaient sur trois piliers majeurs : la valorisation industrielle du Bangladesh, Le renforcement des IDE japonais et le soutien à la réalisation de la transition énergétique du pays.

À travers l'aide publique au développement (ODA, « Official development assistance »), le Japon a fourni une aide de 2,6 Mds USD pour l'exercice budgétaire 2020/21, plus que tout autre pays, faisant du Japon un des premiers partenaires de développement du Bangladesh.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Création d'emplois formels en baisse

La création d'emplois formels en Inde a été modérée en mai, après une forte hausse en avril. Seuls les emplois les moins rémunérés ont enregistré une hausse (+ 11 %), comme en témoigne l'augmentation des nouveaux souscripteurs pour l'Institution d'Assurance Sociale des Travailleurs Salariés (Employees' State Insurance Corporation) qui fournit aux employés des prestations d'assurance, et qui s'applique plus spécifiquement aux petits établissements et aux emplois les moins rémunérés. En revanche, les nouvelles souscriptions au régime du Fonds de Prévoyance

des Travailleurs Salariés (EPF) ont baissé de 1 %. Le régime national de retraite a également enregistré une baisse de 14,6 % des nouveaux souscripteurs. Malgré ces fluctuations en juin, les entrées nettes dans l'EPF indiquent une tendance encourageante dans la participation des travailleurs aux régimes de retraite et d'assurance sociale en Inde.

Révision à la hausse des prévisions de croissance de l'Inde à 6,1 % par le FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'année budgétaire en cours 2023-2024, les portant de 5,9 à 6,1 %. Par rapport à la précédente estimation d'avril publiée lors du World Economic Outlook de printemps, cette révision reflète la dynamique d'une croissance plus forte que prévu au quatrième trimestre 2022, en liaison avec un investissement intérieur plus élevé qu'attendu. On peut aussi noter que la Banque de réserve de l'Inde a prévu une croissance de 6,5% pour cet exercice, tandis que la projection de la Banque mondiale est de 6,3%.

Le FMI a également légèrement relevé ses estimations de croissance mondiale pour 2023, Le FMI a déclaré qu'il prévoyait maintenant une croissance du PIB réel mondial de 3,0% pour l'année budgétaire en cours 2023-2024, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à ses prévisions d'avril.

Politique commerciale

L'Inde dépend à 88,3% des importations de pétrole brut

La dépendance de l'Inde vis-à-vis du pétrole brut importé a augmenté pour atteindre 88,3 % au cours d'avril-juin, contre 86,5 % l'année précédente. Cela signifie que l'Inde importe 88,3% de la quantité totale de pétrole brut consommée, ce qui s'explique par une hausse de la consommation de carburants et par une légère baisse de la production nationale.

Le gouvernement a essayé de réduire cette dépendance, mais la production locale ne permet pas de satisfaire la demande croissante.

Si le coût des importations a chuté en raison de la baisse des prix du pétrole, l'économie indienne reste exposée aux fluctuations mondiales des cours du pétrole.

La production de gaz naturel en Inde est pour sa part restée stable, contrairement à la production de pétrole brut, qui a enregistré une baisse continue ces dernières années. Cette diminution s'explique par l'atteinte de la maturité des champs pétroliers du pays et l'absence de nouvelles découvertes significatives.

Tesla prévoit d'installer des usines en Inde

De hauts responsables de Tesla devraient rencontrer prochainement le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal, pour discuter des projets d'investissement du fabricant américain de véhicules électriques, notamment en vue de produire des voitures et des batteries électriques en Inde. Cette réunion fait suite à une rencontre virtuelle entre Elon Musk, le fondateur de Tesla, et le ministre Goyal au début du mois ainsi qu'à la rencontre entre le Premier ministre Modi et Elon Musk au cours de la visite du Premier ministre indien aux Etats-Unis en juin dernier. Tesla a manifesté un intérêt pour établir son propre écosystème de chaîne d'approvisionnement dans le pays, ce qui pourrait ouvrir la voie à une croissance rapide de la marque dans un marché indien en plein essor. Le gouvernement a encouragé Tesla à fabriquer ses voitures en Inde plutôt qu'à importer des modèles finis. Les discussions portent également sur d'éventuelles incitations et allègements fiscaux pour le constructeur de voitures électriques.

Tesla a annoncé un bénéfice de 2,7 Mds USD au deuxième trimestre de cette année, soit une hausse de 20 % par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires a bondi de 47 % pour atteindre 24,9 Mds USD. Ces chiffres solides témoignent de la position dominante de Tesla dans l'industrie des véhicules électriques de luxe et de son potentiel de croissance sur le marché indien, qui se positionne comme un marché clé pour l'avenir des véhicules électriques.

Politique monétaire

Lutte contre l'inflation : l'Inde envisage l'interdiction d'exportations de riz

Le gouvernement avait interdit les exportations de riz blanc non-basmati le 20 juillet en imposant une taxe à l'exportation de 20 %, suivie d'une restriction sur les brisures de riz. Toutefois, malgré ces mesures, la hausse des prix du riz est passée de 9 % en glissement annuel en mai à 12 % en juin, et les données suggèrent une nouvelle hausse en juillet. La récente interdiction, qui représente désormais environ 42 % des exportations de riz, vise à faire face à la hausse des prix mondiaux et à l'impact des intempéries sur les cultures. L'Inde étant le plus grand exportateur mondial de riz, avec 40 % des exportations mondiales de cette céréale, ces mesures ont un impact significatif sur les marchés mondiaux. Le riz étant en outre un substitut du blé, la hausse récente de ce dernier sur les marchés internationaux, alimentée par la dénonciation par la Russie de l'accord adopté l'an dernier en vue de permettre à l'Ukraine d'exporter son blé affecte également les prix du riz.

Les prix élevés des légumes, en particulier des tomates, des oignons et des légumineuses, ont également contribué à l'accélération de l'inflation en Inde, portant l'indice des prix à la consommation des produits alimentaires à 4,49 % en juin. Avec une inflation effective atteignant 4,81 % en juin, les autorités indiennes cherchent à prendre des mesures pour maîtriser l'inflation, notamment en réduisant la dépendance à l'importation de riz et en mettant en place des mesures pour stabiliser les prix des légumes et autres produits alimentaires.

Népal

La Banque centrale annonce l'orientation de la politique monétaire pour le nouvel exercice budgétaire 2023/24

Dimanche 23 juillet dernier, la Banque centrale, la Nepal Rastra Bank, dévoilait l'orientation de la politique monétaire pour la nouvelle année budgétaire 2023/24. Avec un objectif affiché de stimulation de la croissance via l'encouragement des investissements du secteur privé, la direction de la politique monétaire se veut plus accommodante et flexible pour l'exercice budgétaire en cours. L'une des mesures clés est la réduction de 50 points de base du taux directeur de 7 % à 6,5 %, tout en maintenant le taux d'escompte à 7,5 % et en abaissant le taux de collecte des dépôts de 5,5 % à 4,5 %. Cette mesure permettrait in fine la diminution des taux d'intérêt des prêts octroyés par les banques commerciales en rendant ainsi plus abordable l'emprunt auprès des entreprises et des particuliers. Les retombées positives de cette nouvelle politique monétaire conduiraient à une stimulation de l'activité de crédit aux entreprises. Dans ce contexte, pour 2023/24, la NRB vise une croissance des prêts de 11,5 % et un objectif d'inflation maximum de 6,5 %.

Dettes publiques népalaises

Les données révélées par le département de la dette publique affichent un montant de dette proche de 17 Mds USD au terme de l'année budgétaire 2022/23, soit 41,3 % du PIB, soit une hausse de 1,58 Mds USD par rapport au niveau de la dette au terme de l'année 2021/22.

La dette domestique s'élève à 8,4 Mds USD tandis que la dette extérieure du pays à 8,6 Mds USD. Il s'agit d'une augmentation, en glissement annuel, d'1 Mds USD pour la dette domestique et de 510 MUSD pour la dette extérieure.

Pakistan

Les réserves de change brutes de la Banque centrale (State Bank of Pakistan - SBP) atteignent 8,73 Mds USD (contre 3,5 Mds il y a un mois).

L'accord intérimaire de neuf mois entre le FMI et le Pakistan (Stand-By Arrangement - SBA) a non seulement permis au FMI de verser un prêt de 1,2 Mds USD auprès de la SBP, mais surtout, il a servi d'effet de levier pour les prêts de l'Arabie saoudite (2 Mds USD) et des Émirats arabes unis (1 Mds USD). Par ailleurs, les Chinois ont effectué un nouveau prêt supérieur à 650 MUSD. Dans cette situation, à cette date, les réserves de change brutes de la SBP ont atteint 8,73 Mds USD.

En outre, l'Eximbank chinoise a reporté, mercredi 26 juillet, de deux ans le remboursement de deux dettes jumelles représentant un total de 1,2 Md USD.

D'ici au 31 juillet 2023, les réserves de la SBP reviendront à 8,2 Mds USD (en recul de 570 MUSD) du fait des remboursements de dettes.

Au niveau bilatéral, d'ici la fin du mois le Pakistan doit en effet assurer le remboursement de 202,5 MUSD de dette extérieure, ventilés de la manière suivante (source : selon le quotidien International News) : 195 MUSD à l'Arabie saoudite, 4,57 MUSD au Japon et 2,85 MUSD à la France.

Au niveau multilatéral, le Pakistan remboursera : 189,67 MUSD au FMI, 56,9 MUSD à la Banque Asiatique de Développement, 80,88 MUSD à l'Association internationale de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA).

S'agissant de la dette auprès de créanciers privés, le Pakistan remboursera : 40 MUSD d'intérêts sur les euro-obligations, 9 MUSD au titre d'obligations des banques commerciales privées.

La SBP inflige des amendes à six établissements bancaires pakistanais, dont l'une porte sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

La National Bank of Pakistan (NBP), seule banque contrôlée par l'Etat fédéral, a reçu la pénalité la plus élevée de 144,2 M PKR (5 MUSD), pour avoir enfreint les instructions réglementaires relatives à la confidentialité du service avec les clients (CDD), à leurs obligations de conformité portant sur la connaissance des clients (Know Your Client-KYC) et à la qualité des actifs. Outre la sanction, il a été conseillé à la banque d'améliorer ses processus et contrôles internes.

La Bank Alfalah Limited est deuxième sur la liste avec une pénalité de 125,253 M PKR (4,37 MUSD) pour violation des instructions réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/CFT). Outre les sanctions pénales, la banque a été invitée à se conformer scrupuleusement aux instructions réglementaires.

Les autres amendes s'élèvent à 38 MPKR (130 000 USD) et concernent Meezan Bank Ltd, Allied Bank Limited, Punjab Provincial Cooperative Bank et la Bank Al Habib Limited. Les amendes concernant ces trois autres banques portent sur des problèmes de confidentialité du service avec les clients (CDD) et de connaissance des clients (KYC).

Le ministère de la Planification crée un « laboratoire d'innovation de la gouvernance » qui vise à garantir notamment une plus grande transparence dans l'utilisation des fonds publics.

Au cours du « Forum 2023 sur la gouvernance au Pakistan », qui s'est déroulé cette semaine à Islamabad, le Ministry of Planning, Development and Special Initiatives a présenté le « Governance Innovation Lab », un laboratoire à vocation interministérielle qui vise à renforcer la transparence, mais aussi à résoudre les problèmes de coordination entre les différents ministères en étant une plateforme pour l'échange d'idées.

La création de ce laboratoire s'inscrit dans un cadre plus large au sein de l'Etat intitulé "Turnaround Pakistan", chargé de formuler une feuille de route complète qui aidera les gouvernements pakistanais à concevoir un nouveau système de gouvernance au Pakistan

(système de gouvernance stable, transparent, agile et responsable « STAR »).

Mme Horst, la sous-secrétaire d'Etat américaine chargée de l'Asie du Sud fait un point sur les relations économique américano-pakistanaïses.

Mme Horst a ainsi déclaré que les deux pays ont en commun d'avoir « la démocratie dans le sang », avant d'indiquer que le Département d'Etat était en train de redéfinir ses relations avec le Pakistan en fonction des nouveaux défis :

(i) Le premier défi est de parvenir à aider le Pakistan à mettre sur pied une croissance économique inclusive. (ii) Le deuxième défi consiste à aider le Pakistan à élaborer une politique énergétique respectueuse du climat qui soit durable et puisse à la fois alimenter la croissance économique du Pakistan tout en préservant son indépendance économique, (iii) le troisième défi consiste à mettre sur pied une "alliance verte" entre les États-Unis et le Pakistan afin de l'aider à faire face aux crises climatiques et à préparer sa société et son économie à s'adapter à ces changements.

Mme Horst a précisé ensuite qu'en 2022, le commerce bilatéral entre les deux pays s'était établi à 9 Mds USD. Les entreprises américaines au Pakistan ont employé 120 000 personnes et ont investi environ 250 MUSD en 2022. Elle a cependant souligné l'existence de certains problèmes bilatéraux en souhaitant que se développe « une relation commerciale et d'investissement fondée sur l'équité, la transparence et la pérennité ».

Enfin la sous-secrétaire d'Etat américaine a rappelé :

- que la communauté pakistanaïse aux États-Unis comptait environ 550 000 personnes.
- qu'en 2022, les États-Unis avaient effectué des dons pour un montant de 215 MUSD afin d'aider les victimes d'inondations. En 2022, la communauté pakistanaïse aux États-Unis a en parallèle envoyé 33 MUSD de dons à des œuvres caritatives pour aider les victimes des inondations.

Conférence organisée par le ministère de la Planification à l'occasion du dixième anniversaire du CPEC (Corridor économique Chine-Pakistan)

Cette conférence, organisée à l'occasion du dixième anniversaire du CPEC, ne comptait pas de personnalité politique chinoise autre que Mme Pang Chunxue, la Chargée d'affaires de l'ambassade de Chine, qui la co-présidait.

Mme Pang Chunxue a initié son intervention en présentant les projets de développement de la ville de Gwadar : le nouvel aéroport international, l'usine de dessalement et l'hôpital de l'amitié Pak-China, une école d'une capacité de 500 enfants, l'équipement de 7000 panneaux solaires (sous forme de don) pour les maisons de la ville seront achevés au cours de l'année budgétaire 2023/2024.

Elle a ensuite mis en exergue l'apport chinois en matière électrique. Sur les 19 projets lancés dans le cadre de la coopération énergétique chinoise, 14 ont été mis en service pour une capacité installée totale de 13 010 MW et une production de 8 020 MW (soit 19,4 % du mix de production énergétique du pays).

En matière d'infrastructures de transports, la diplomate a rappelé que la Chine a construit 809 km de routes et que l'autoroute Peshawar-Karachi a permis d'améliorer considérablement les connexions et les communications du pays. Elle a ajouté que la ligne orange de Lahore, première ligne de métro du Pakistan transportait environ 120 000 personnes par jour.

En ce qui concerne les progrès effectués dans le cadre de la « 2ème phase du CPEC », Mme Pang Chunxue évoque :

- D'une part le domaine industriel et minier, qui faisait en fait partie de la première phase du CPEC (le modèle initial « pattern » "1+4" du CPEC, en se concentrant sur le port de Gwadar, l'énergie, les infrastructures et la coopération industrielle). La diplomate indique les résultats récents dans ces domaines : un Accord-cadre de coopération industrielle du CPEC a été signé, un groupe de travail sur la coopération en matière minière a été mis sur pied et la construction de la phase 1 de la zone économique spéciale de Rashakai (à proximité de la frontière afghane) est terminée.

- d'autre part le fait que le comité mixte de coopération compte désormais onze groupes de travail (planification à long terme, agriculture, coopération scientifique et technologique, industrie des technologies de l'information, développement socio-économique, sécurité et coopération et coordination internationales). Ces différents types de coopération sont régulièrement révisés dans le cadre de commissions mixtes du CPEC (à cette date, douze « Joint Cooperation Committee -JCC-» ont été organisés).

A la fin de 2022, le CPEC avait directement créé environ 236 000 emplois, dont plus de 155 000 emplois pakistanais.

La facilité pétrolière saoudienne de 1,2 Md USD a été quasiment consommée au cours de l'année fiscale 2022/2023

L'accord d'importation de produits pétroliers qui avait été signé en novembre 2021 entre le Fonds saoudien pour le développement et la Division des affaires économiques du Pakistan (EAD) puis reconduit en mars 2023 a été quasiment consommé. Le Pakistan a en effet importé des produits pétroliers d'une valeur de 1,182 Md USD sur la base d'un contrat à paiement différé dans le cadre de la facilité pétrolière saoudienne au cours de l'année fiscale 2022-23.

Approvisionnement en GNL : Accord-cadre avec l'Azerbaïdjan

L'accord cadre (framework agreement) d'un an renouvelable un an a été signé entre l'importateur public « Pakistan LNG Ltd » et la State Oil Company of the Azerbaijan Republic (SOCAR) en présence du Premier ministre.

En vertu de cet accord-cadre, chaque mois, le contenu d'un méthanier de GNL pourra être acheminé d'Azerbaïdjan vers le Pakistan à des conditions préférentielles et souples (paiement du GNL un mois après la réception du GNL, aucune pénalité financière imposée par la SOCAR -de type « take or pay »- dans le cas où le Pakistan n'accepterait pas la livraison du méthanier).

Difficultés avec la Russie concernant l'achat du pétrole brut Ural

Il semblerait que la partie pakistanaise ne puisse pas utiliser à ce stade le pétrole livré par les Russes. La société Vitol a obtenu cette semaine un contrat d'exportation de pétrole visqueux (Ural) basé au Pakistan. La partie pakistanaise n'a d'ailleurs pas avancé sur la mise en place d'un système d'achat en Renmimbi du pétrole pakistanais pour les éventuelles prochaines livraisons et la discussion aurait achoppé sur le peu d'empressement des Russes à accorder une décote sur le prix du pétrole Ural, qui se négocie actuellement au-dessus du plafond de 60 USD le baril fixé par le G7.

La Pakistan International Airlines (PIA) entre Charybde et Scylla

La compagnie aérienne pakistanaise, dans l'incapacité d'honorer ses dettes fiscales, doit en outre affronter un personnel qui s'oppose à la restructuration de la société.

Le Federal Board of Revenue (FBR, administration pakistanaise du Fisc) a ainsi gelé les comptes bancaires de la Pakistan International Airlines. Cette décision aurait été prise en raison du retard de paiement d'impôts, selon un porte-parole de PIA. Cette dernière devrait, selon des fonctionnaires de l'administration fiscale, environ 2,8 Mds PKR (10 MUSD) au FBR au titre d'impôts non-perçus en 2022/2023. La PIA ne reconnaît qu'1,3 Md PKR de dettes. Selon la PIA, cette décision n'aurait pas entraîné la suspension des vols de la compagnie aérienne nationale.

Parallèlement, les pilotes et personnels de bord de la PIA rejettent la restructuration de la compagnie. L'association des pilotes et celle des personnels de bord de la PIA ont ainsi dénoncé la proposition de restructuration de la compagnie aérienne présentée par le Comité chargé de la transformation de la PIA et dirigé par le ministre des Finances Ishaq Dar. Les membres de ce Comité sont le ministre de l'Aviation Khawaja Saad Rafique, le ministre de la Planification Ahsan Iqbal, le ministre du Commerce Naveed Qamar, le Conseiller spécial du Premier ministre pour l'efficacité gouvernementale Jahanzeb Khan et le secrétaire à l'Aviation.

M. Safdar Anjum, le secrétaire général de l'association des pilotes, a déclaré qu'il avait rejeté la proposition de scission de la compagnie aérienne en deux parties.

La situation financière de la PIA apparaît très dégradée. La compagnie aérienne devrait 450 Mds PKR (1,6 Md USD) aux banques pour une valeur de ses actifs s'élevant à 1,03 Md USD. En 2004, PIA a enregistré une perte de 4,5 milliards de roupies, qui a grimpé à 88 milliards de roupies en 2022 (400 MUSD).

Sri Lanka

Nouvelles lois sur la Banque centrale et l'anti-corruption

Après le vote par le Parlement de la stratégie de restructuration de la dette domestique, le 1er juillet, ce dernier a voté deux textes importants qui figurent parmi les éléments de conditionnalité du programme FMI nécessaires au décaissement de la prochaine tranche prévue en septembre. La loi sur la Banque centrale, votée le 20 juillet, renforce son indépendance, lui donne un mandat de ciblage flexible de l'inflation, de maintien de la stabilité des prix et de supervision de la stabilité du secteur financier. La loi interdit le financement monétaire du déficit public via l'achat direct auprès du Trésor de titres publics, technique à laquelle le gouvernement a eu largement recours pendant ces deux dernières années, ce qui a conduit à l'effondrement de la roupie et à l'hyperinflation, maîtrisée depuis. Toutefois, la loi contient une disposition transitoire selon laquelle la Banque centrale peut acheter des titres émis par le gouvernement sur le marché primaire, dans un délai de dix-huit mois à compter de sa promulgation. Cette disposition transitoire est limitée en volume. Ainsi, la Banque centrale ne pourra acheter plus de 10 % du montant du plafond d'émission de bons du Trésor approuvé par le Parlement et ces titres devront arriver à échéance ou être remboursés dans un délai d'un an. Par ailleurs, pour faciliter la mise en œuvre de la restructuration de la dette domestique, la loi

de finances 2023 a été modifiée afin d'augmenter le plafond d'endettement de 9.000 milliards de roupies. Cette augmentation vise simplement à faciliter les conversions d'instruments de dette (de T-bonds à court terme en T-bonds à long terme, obligations en dollars en T-Bonds), et non pas à augmenter les dépenses du gouvernement.

La loi sur l'anti-corruption votée le 19 juillet représente un volet important du programme de réformes agréé avec le FMI et répond à une forte attente de la société civile. Ce texte permet de mettre en œuvre certaines dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption et d'autres normes, internationalement reconnues. Elle prévoit la création d'une commission indépendante chargée de détecter et d'enquêter sur les allégations de corruption et d'infractions liées, aux déclarations de patrimoine et infractions connexes. La loi anti-corruption contient des dispositions permettant de condamner une entité du secteur privé qui commet un acte de corruption, alors que cette disposition était auparavant limitée aux seules entités publiques. Un système de déclaration de patrimoine afin d'empêcher l'enrichissement illicite des agents publics (y compris le Président et tous les ministres) sera mis en place. Une coopération internationale dans la prévention des pots-de-vin et de la corruption sera instaurée pour donner effet aux obligations découlant de la convention des Nations unies contre la corruption. La loi contient des dispositions relatives à la protection des fonctionnaires et des employés d'entités privées qui agissent en tant qu'informateurs, témoins ou lanceurs d'alerte et qui exposent des actes de corruption. Le crime de corruption sexuelle a également été ajouté en tant qu'infraction relevant des dispositions de la nouvelle loi.

Visite officielle du Président Ranil Wickremesinghe en Inde

Les 20 et 21 juillet, le Président sri-lankais, Ranil Wickremesinghe s'est rendu en Inde où il a été reçu par le Premier ministre Narendra Modi. A l'issue de cette rencontre, une déclaration conjointe a été publiée. Les deux présidents y

réaffirment le caractère stratégique du partenariat indo-sri lankais, soulignent l'importance du soutien indien pendant la crise économique et marquent leur volonté d'approfondir la coopération bilatérale. La déclaration conjointe mentionne l'amélioration de la connectivité entre les deux pays notamment afin de désenclaver les régions du Nord et de l'Est, la coopération dans le domaine de l'énergie et la promotion du commerce.

Dans le domaine de l'énergie les deux présidents ont décidé :

- De développer le potentiel éolien et solaire de Sri Lanka afin que ce dernier puisse atteindre son objectif de 70% de renouvelables dans son mix électrique en 2030. A cet effet, un MoU entre les deux Ministères de l'énergie a été signé. Dans ce cadre, Gautham Adani, le président du groupe éponyme, s'est engagé à terminer les projets de deux centrales solaire et éolienne dans le Nord de l'île (Mannar et Pooneryn) d'une capacité totale de 500 MW d'ici janvier 2025.
- D'établir une interconnexion électrique permettant les échanges d'électricité entre les deux pays.
- D'accélérer les investissements à l'étude dans les domaines du solaire et du GNL et d'explorer les opportunités en matière de production d'hydrogène et d'ammoniac verts.
- D'approfondir les projets en cours dans le domaine du stockage des hydrocarbures à Trincomalee, de construire un pipeline entre les deux pays pour l'exportation vers Sri Lanka de produits pétroliers et de lancer l'exploration d'hydrocarbures en offshore.

Dans le domaine commercial et financier, ils sont convenus :

- De lancer les négociations pour un accord de coopération économique et technique afin d'élargir le champ de l'accord de libre-échange existant qui se limite aux marchandises.
- De faciliter les participations d'entreprises indiennes dans le plan de privatisation des entreprises publiques sri lankaises en cours dans le cadre du programme FMI.

- De promouvoir l'utilisation de la roupie indienne dans les échanges avec le Sri Lanka notamment via l'utilisation de la plateforme numérique indienne UPI et d'utiliser les outils numériques développés par l'Inde pour améliorer les services publics délivrés aux citoyens sri lankais (projet en cours dans le domaine des documents d'identité).

Dans le domaine de la connectivité, les deux Présidents ont décidé, afin de désenclaver le régions Nord et Est de l'île :

- De poursuivre l'expansion des vols entre le Sri Lanka et l'Inde, notamment pour connecter Chennai aux villes de Colombo, Trincomalee et Batticaloa, d'améliorer les infrastructures aéroportuaires, notamment l'aéroport près de Jaffna (Palaly) et de développer la coopération entre les aviations civiles des deux pays.
- De poursuivre la coopération en matière d'infrastructures portuaires dans les trois grands ports de Sri Lanka, à savoir Colombo, Trincomalee et Jaffna mais aussi de relancer les lignes de ferry pour le transport de passagers et de marchandises entre le Sud de l'Inde et les ports du Nord de Sri Lanka.

Investissements dans le secteur de l'énergie électrique

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 10 juillet, le Ministre de l'énergie, Kanchana Wijesekera, a rappelé que la politique énergétique du gouvernement du sri lankais visait à porter la part des énergies renouvelables à 70 % d'ici à 2030, contre 40 % actuellement. Selon le ministre, cela nécessite des investissements massifs chiffrés à 11,5 Mds USD de dollars d'ici 2030 dont la plus grande partie devra provenir du secteur privé, en particulier d'investisseurs étrangers. Sur ce montant, 5,5 Mds USD seront consacrés au développement des infrastructures de production et environ 6 Mds USD au développement du réseau de transmission, de distribution et des infrastructures de stockage. Dans le domaine de la production, le gouvernement prévoit la mise en service de 5 000 mégawatts supplémentaires d'énergie renouvelable d'ici 2030. Pour atteindre les objectifs en matière d'énergie renouvelable,

le ministre a annoncé que deux plans avaient été élaborés, l'un couvrant la période 2023-2026 et l'autre la période 2026-2030. Ces plans se concentrent sur l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau existant et sur le développement de l'infrastructure nécessaire, y compris le développement des lignes de transmission et du réseau.

Afin d'attirer les investisseurs, le ministre compte sur les nouvelles dispositions validées par le Conseil des ministres en matière de tarifs de rachat de l'électricité par l'entreprise publique Ceylon Electricity Board (CEB). Les investisseurs auront le choix entre un tarif fixe ou un tarif variable basé sur les variations du taux de change, de l'inflation et des taux d'intérêt. Selon le ministre, la rigidité de la précédente tarification était la principale préoccupation des investisseurs et un frein à l'investissement. De nombreux projets visant à développer de nouvelles capacités de production ayant fait l'objet d'un appel d'offres au cours des trois dernières années n'ont pas pu être menés à bien, faute d'une tarification suffisamment attractive.

Le Ministre a annoncé que les investisseurs privés devraient pouvoir dans un futur proche participer à la distribution de l'électricité. Actuellement, ce secteur est un monopole public contrôlé par quatre divisions de distribution de CEB et par la société publique Lanka Electrical Company (LECO). Une stratégie de démembrement de CEB et d'ouverture au secteur privé est actuellement en préparation avec le soutien de la Banque mondiale. Elle devrait être présentée au Conseil des ministres dans les prochains mois.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Service économique régional de New Delhi

Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

© DG Trésor